Questions orales

L'OBTENTION DE PREUVES

M. Chris Speyer (Cambridge): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Lors d'une conférence de presse qui a suivi la période des questions vendredi, il a commencé par dire qu'on ne disposait pas de preuves suffisantes à un moment donné pour s'autoriser à tenter des poursuites; il tenait cependant une lettre de son prédécesseur, datée d'avril 1980, selon laquelle on avait par la suite découvert de nouvelles preuves. C'est alors qu'il a fait la déclaration suivante:

D'après une vieille coutume du droit, les preuves obtenues par la menace ou la persuasion ne peuvent servir dans un procès.

Tout cela pour dire que les tribunaux canadiens n'étaient pas en mesure de condamner l'inculpé. Le ministre nous dira-t-il de quelle menace ou de quel moyen de persuasion Hambleton a fait l'objet pour qu'il fasse une telle déclaration?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Madame le Président, je parlais de la loi qui pouvait s'appliquer. Je ne parlais pas des faits. Le député peut appliquer la loi aux faits comme il l'entend.

LA NATURE DE L'INTERROGATOIRE

M. Chris Speyer (Cambridge): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Justice. Il existe une loi concernant la recevabilité des déclarations comme preuves, mais si je pose cette question au ministre c'est parce qu'il a déclaré à la presse que les nouvelles preuves obtenues ne donneraient pas matière à des poursuites devant un tribunal canadien car une preuve n'est pas recevable si elle est obtenue sous la menace ou par la persuasion. Y a-t-il eu tentative de menace ou de persuasion qui empêcherait son ministère d'intenter des poursuites contre un espion qui a transmis des secrets d'État aux Russes?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Madame le Président, je vois ce qui ne tourne pas rond dans la question du député. Il tire des conclusions que je n'ai pas moi-même tirées. Je n'ai pas dit que cette affaire ne donnerait pas lieu à d'autres poursuites. J'ai dit que si on envisageait d'intenter des poursuites, il faudrait tenir compte des principes qui régissent l'obtention des preuves.

* * *

● (1420)

L'ÉCONOMIE

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE AU SUJET DE LA REPRISE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances à propos du discours intéressant que le premier ministre a prononcé devant une assemblée de libéraux durant la fin de semaine. A un souper coûtant \$150 à chaque invité, le premier ministre a dit qu'une reprise économique est proche. Le taux de chômage a augmenté de 55 p. 100 par rapport à l'année dernière. Vendredi, Statistique Canada a annoncé que, si la tendance au recul économique dure depuis 15 mois, ce n'est pas une raison de croire que la situation va s'améliorer incessamment. Compte tenu du fait que nous perdons 1,700 emplois par jour, le gouvernement a-t-il des renseignements inédits ou est-ce tout simplement le genre de propos que les libéraux, qui ont payé \$150 par personne pour le souper, voulaient entendre?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, j'inviterais mon honorable collègue à prendre connaissance de la déclaration que j'ai faite à la Chambre le 27 octobre dernier, dans laquelle j'ai indiqué très clairement que le gouvernement prévoit une reprise de l'économie durant le dernier trimestre de cette année et au cours de 1983. J'ai aussi mentionné à cette occasion, comme l'honorable député le sait, que nous nous attendons à un taux élevé de chômage malheureusement l'an prochain, en dépit du fait que l'économie connaîtrait à nouveau un taux de croissance positif. Ces prévisions sont celles que j'ai faites à la Chambre à la fin d'octobre. Ce sont également celles sur lesquelles nous nous appuyons à l'heure actuelle pour prévoir la croissance de l'économie au cours des prochains mois.

[Traduction]

M. Broadbent: Le ministre a soigneusement évité de parler du discours du premier ministre. Aucune personne sensée n'affirmerait, maintenant, en décembre 1982, que la reprise est proche. Nous connaissons la crise de l'emploi la plus aiguë depuis la dernière dépression et tout porte à croire que la situation empire au lieu de s'améliorer.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES MISES À PIED À LA BOWATER—ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR LA SOCIÉTÉ

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Je voudrais poser au ministre une question qui a directement trait à la situation de l'emploi au Canada. La semaine dernière, mon collègue, le député de Churchill, l'a interrogé au sujet de la mise à pied de quelque 700 travailleurs de l'usine Bowater, à Corner Brook. Le député avait fait remarquer que l'entreprise, malgré les bénéfices appréciables réalisés récemment, fermait néanmoins ses portes, privant de leur emploi des centaines de travailleurs canadiens. Le ministre a répondu qu'il examinerait la question.

Aujourd'hui, nous avons obtenu confirmation des allégations faites la semaine dernière: la Bowater a payé en dividendes quelque 33 millions de dollars, à même des bénéfices de 44 millions de dollars réalisés au Canada même, et surtout à Terre-Neuve. Le gouvernement libéral est-il maintenant disposé à faire enquête sur cette compagnie appartenant à des intérêts étrangers, qui a fait sortir du Canada les bénéfices qu'elle y avait réalisés, a plongé dans le chômage des travailleurs canadiens et a transféré ses profits en Grande-Bretagne? Le ministre va-t-il examiner cette affaire?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, je voudrais aider le chef du Nouveau parti démocratique à avoir une vision plus exacte de la conjoncture économique. Je lui rappelle, par exemple, qu'en novembre, le nombre des mises en chantier correspondait à un chiffre annuel désaisonnalisé d'environ 135,000 unités. En octobre, les mises en chantier s'effectuaient au rythme annuel de seulement 107,000 unités. C'est donc dire que le rythme annuel des mises en chantier domiciliaires a fait un bond de 30,000 unités en un seul mois. Par conséquent, il y a des indices qui témoignent d'une